



PREFET DE LA REUNION

Saint Denis, le 3 août 2016

A R R E T E N° 1442 du 01/08//2016/SPRINR/UER
Portant renouvellement d'autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement,
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

« AUTO-ECOLE CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE S.A.R.L. »

à

SAINT-DENIS

LE PREFET DE LA REUNION
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Route, notamment ses articles L.213-1 à L.213-8 et R.213-1 à R.223-6 ;

Vu l'arrêté ministériel n° EQU0100026A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 13 juillet 2016, par Messieurs CLIQUENOY et DORDEINS, gérants de l'« AUTO-ECOLE CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE S.A.R.L. », en vue d'être autorisée à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, situé 177, rue Jean Chatel – 97400 SAINT-DENIS sous l'enseigne « AUTO-ECOLE CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE S.A.R.L. » ;

Vu la décision n° 2016/05/02 DIR 30 du 2 mai 2016 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Réunion (DEAL) ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires prévues à l'article 8 de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé ;

Sur proposition du délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, chef de l'unité éducation routière ;

ARRETE

Article 1^{er} – Messieurs CLIQUENOY et DORDEINS sont autorisés(e) à exploiter un établissement de l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière.

- Sous le numéro : **E 03 09D 9985 0**
- Dénommé : **AUTO-ECOLE CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE S.A.R.L.**
- Situé : **177, rue Jean Chatel – 97400 SAINT-DENIS.**

Article 2 – Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 – En cas d’extension, la validité quinquennale de l’agrément d’origine du (01/08/2016) n’est pas remise en cause.

Sur demande des l’exploitants présentée deux mois avant la date d’expiration de la validité de son agrément (01/06/2021), celui-ci sera renouvelé si l’établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 4 – L’établissement est habilité, au vu des autorisations d’enseigner fournies, à dispenser les formations aux permis de conduire des catégories suivantes : **AM – A1 – A2 – A – B.**

Article 5 – Le présent agrément n’est valable que pour l’exploitation d’un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l’application des prescriptions de l’arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 6 – Pour tout changement d’adresse du local d’activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d’agrément d’exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 7 – Pour toute transformation du local d’activité, tout abandon ou toute extension d’une formation, l’exploitant(e) est tenu(e) d’adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 8 – Le nombre de personnes susceptibles d’être admis simultanément dans l’établissement, y compris l’enseignant, est fixé à 20 personnes.

Article 9 – L’agrément peut-être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l’arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 10 – Lors de la fermeture de l’établissement pour quelque raison que ce soit, les dossiers de demande de permis de conduire dont l’établissement est en possession doivent être impérativement remis aux services préfectoraux dans le mois suivant la fermeture.

Article 11 – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l’enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l’arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s’adressant (DEAL – St Denis.

Article 12 – L’(les arrêtés) n° 4337 du 19 août 2014/SPRINR/UER est (sont) abrogé(s).

Article 13 – Le délégué principal au permis de conduire et à l’éducation routière, chef de l’unité éducation routière chargé, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs.

Pour le Préfet,
et par délégation
Le délégué principal au permis de
conduire à l’éducation routière,
Chef de l’unité l’éducation routière

Hervé DELAIRE